Exercice

Le marché a besoin de règles

Voici une liste d'autorités administratives chargées de réguler certains marchés :

1. Autorité de la concurrence • 2. Commission de régulation de l'énergie (CRE) •
3. Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) •
4. Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF)

1. Associez chacune de ces autorités administratives au rôle qui lui correspond :

Rôle a	Rôle b	Rôle c	Rôle d
Lutter contre les pratiques anticoncurrentielles, quel que soit le marché (lutte contre les ententes entre les entreprises, lutte contre les abus de position dominante, etc.).	Veiller à l'exercice d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des consommateurs sur le marché des communications électroniques (fixation des conditions d'abonnement, fourniture des fréquences aux opérateurs, nombre d'opérateurs, etc.).	Veiller à ce que toute entreprise ferroviaire puisse accéder sans discrimination, de manière équitable au réseau ferroviaire et aux services liés (fixation du montant du péage versé par les utilisateurs du réseau, etc.).	Veiller à ce que les conditions d'accès aux réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel n'entravent pas le développement de la concurrence (fixation du prix de l'énergie, normes de sécurité, etc.).

2. Quels sont les marchés dont s'occupent les autorités administratives présentées ?
3. Quels sont les problèmes communs à ces différents marchés qui justifient l'existence de telles autorités administratives ?

Huber
Perrin
2019

Doc 19 Le marché a besoin d'institutions pour fonctionner

Pour pouvoir fonctionner harmonieusement, une économie de marché doit s'appuyer sur un ensemble de règles juridiques et d'institutions solides qui favorisent et encadrent les échanges.

[...] Dans le cadre d'une économie de marché, la vie quotidienne rend la monnaie indispensable, car elle nous permet d'acquérir des biens et des services dont nous avons besoin. La monnaie est un instrument qui permet aux individus de participer aux échanges marchands dans un espace donné; à ce titre, elle constitue une référence commune dont la détection contribue à intégrer socialement ou bien à exclure. [...] Le marché est un ensemble d'institutions : il n'est pas un fait naturel, il n'émerge pas spontanément, mais il est le résultat d'une construction par les acteurs sociaux. Il a besoin qu'un certain nombre de règles soient définies pour fonctionner correctement. Ainsi, pour choisir de vendre un bien, il faut que celui-ci

nous appartienne, c'est-à-dire qu'il existe des règles juridiques nous définissant comme propriétaire de ce bien et garantissant sa propriété. Il ne peut donc y avoir d'échange marchand sans détermination des droits de propriété. [...] Il faut également élaborer des contre-pouvoirs, notamment pour éviter les effets néfastes d'une concurrence sans limites. [...] Par conséquent, l'existence d'institutions et le respect des contrats sont nécessaires pour qu'offres et demandeurs puissent se rencontrer et s'accorder sur les conditions d'échange.

Laurent Braquet, *L'essentiel pour comprendre l'économie de marché*, Lextenso éditions, coll. Carrés Rouge, 2015.

- 1 Expliquer. De quelles institutions a besoin un marché pour fonctionner?
- 2 Définir. Que sont les droits de propriété?

Bordas, Perrin. 2019

Un droit de propriété confère à son détenteur le droit d'utiliser un bien et d'en jouir, de disposer des fruits de ce bien (revenu, récolte, etc.), mais aussi de le transformer, de le céder ou de le détruire. Par exemple, le propriétaire d'un appartement est libre de le louer, de s'y installer, de le vendre, d'y réaliser des travaux.

Pour qu'un marché existe, il faut que les droits de propriété soient bien définis face aux tiers et qu'ils soient protégés. Cela suppose un droit protecteur et une justice impartiale, autrement dit un État de droit. Sans cette garantie, les individus peuvent bien posséder certaines choses, ils courent le risque d'en être promptement dépossédés : ils vivent dans l'insécurité. Les entreprises, par exemple, n'auraient aucune incitation à investir, à embaucher de nouveaux salariés, à produire des biens conformes au souhait des consommateurs et à réaliser des profits. Même si les profits que rapporte une nouvelle usine sont considérables, aucune entreprise ne voudra en construire une si elle n'a pas la certitude qu'aucun autre agent économique ne pourra la lui prendre.

Miguel Sarzier, Magnard, 2019.

Sans droits de propriété, pas de marché

Doc 17

Doc 18 Échange marchand et confiance

« L'efficacité du marché repose largement sur la confiance. La division du travail, l'expansion du commerce et des marchés créent autant d'opportunités [...] d'échanges [...] Pour que ces opportunités puissent se réaliser, un minimum de confiance doit unir les partenaires de l'échange. En effet, il existe très souvent une différence d'information, un laps de temps ou une distance géographique qui peuvent donner l'opportunité à l'une des parties de profiter de l'échange aux dépens de l'autre. Les dispositions à commercer avec les autres [...] sont conditionnées par la croyance en ce que les autres honoreront leurs contrats. Les relations marchandes ne peuvent être entièrement régies par des clauses formelles, un grand nombre de règles sont non écrites et non vérifiables par une tierce personne. Il est en effet généralement impossible de stipuler dans un contrat l'ensemble des éventualités susceptibles d'affecter un échange. En outre, rédiger un contrat formel pour chaque transaction aurait un coût prohibitif.

[...] Ainsi, les stratégies mises en œuvre pour instituer des relations de confiance semblent avoir contribué à l'expansion du commerce et des marchés en Europe méditerranéenne, à partir des XI-XII^e siècles, à une époque où les institutions encadraient les droits de propriété et pouvaient limiter les comportements opportunistes faisaient largement défaut. »

Yann Algan, Pierre Cahuc, *La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, Paris, Editions ENS Rue d'Ulm, 2007.

1. Processus de répartition du travail entre des individus ou des groupes qui, spécialisés dans la production d'un bien ou la réalisation d'une tâche, doivent nécessairement échanger pour subvenir à leurs besoins.

Huber
Perrin
2019